

NANTES MÉTROPOLE
PÔLE NANTES CENTRALITÉ

**Prestation d'enlèvement de graffiti et affiche
sauvage**

**Groupement de commandes
Nantes Métropole – Ville de Nantes**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure formalisée

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur des **prestations d'enlèvement de graffiti et d'affiche sauvage pour le groupement de commandes Nantes Métropole – Ville de Nantes**.

La consultation est menée au profit d'un groupement de commandes composé autour de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole. Cette dernière en est le coordonnateur et est responsable en cette qualité de son lancement, de son attribution, de son suivi et engage juridiquement par ses décisions l'ensemble des membres du groupement (ci-après « les Membres »).

Le contrat se présentera sous la forme d'un marché comportant une part à prix global et forfaitaire et une part s'exécutant à travers l'émission de bons de commande.

Il sera dénué de tout montant minimum, mais sera assorti d'un montant maximum arrêté, pour la durée contractuelle globale (en ce compris la période de reconduction), pour l'ensemble des prestations (à prix global et forfaitaire et à prix unitaires), et par lot, comme suit :

Lot	Seuil maximum
1	1 500 000,00 € HT Dont 50 000 € HT pour la ville de Nantes Et 1 450 000,00 € HT pour la Métropole
2	2 000 000,00 € HT Dont 50 000 € HT pour la ville de Nantes Et 1 950 000,00 € HT pour la Métropole

A titre d'information, les montants de dépenses des années précédentes sont les suivants, étant précisé que ces montants n'engagent pas l'acheteur et que le précédent marché n'était pas alloué géographiquement et que le périmètre était quelque peu différent (une partie de l'île de Nantes a ainsi été reprise en régie)

Synthèse des consommations du précédent marché en € TTC (01/2020 – 07/2024)						
Entité	Nature prestation	2020	2021	2022	2023	2024
Ville de Nantes	Forfaitaire	12 884 €	19 841 €	24 449 €	27 306 €	8 232 €
Nantes Métropole	Forfaitaire	568 199 €	632 592 €	647 307 €	680 905 €	406 634 €
Nantes Métropole	Unitaire	79 760 €	100 838 €	108 321 €	133 797 €	70 267 €

Volume Financier	
2020 – 2024	3 521 332 € TTC

1.2 - Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lots :

N° du lot	Intitulé du lot
01	Pôles de Proximité Erdre & Loire Sèvre Vignoble
02	Pôles de Proximité Loire Chézine, Sud-Ouest, Erdre & Cens et domaines privés de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 – Nomenclature

Code CPV	90690000-0 – Services d'enlèvement des graffitis
-----------------	--

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification, et ce pour une période initiale de 2 ans.

Il pourra être reconduit 1 fois, dans les mêmes termes, pour une durée de 2 ans.

En cas de reconduction, celle-ci sera expressément signifiée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 mois avant l'échéance de la période de validité en cours. En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé par écrit.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'article R. 2151-9 du code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

2.5 - Clause d'insertion professionnelle

L'acheteur est engagé dans une démarche volontaire de promotion de l'emploi et lutte contre l'exclusion. Le Cahier des charges du présent marché intègre une condition d'exécution liée à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi en application des articles L2111-1 et L2112-2 du Code de la commande publique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion particulières selon le nombre d'heures minimal d'insertion défini au C.C.A.P. du marché.

L'article du C.C.A.P. relatif aux conditions particulières d'exécution de la clause sociale précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Pour tout renseignement complémentaire, il est possible de contacter la Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales :

<p>Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales de Nantes Métropole</p> <p>Service Emploi et Insertion / Direction Économie et Emploi Responsables</p> <p>Tél. : 02 40 99 32 91 - clausesociale@nantesmetropole.fr</p> <p>2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9</p>

2.6 - Reprise du personnel

Dans un souci de transparence, mais sans préjuger de l'applicabilité des dispositions de la Convention collective des entreprises de propreté et service ou de l'article L.1224-1 du Code du travail, Nantes Métropole verse au DCE de la consultation, et en tant qu'annexe au présent Règlement de la consultation, les éléments nécessaires à l'information des candidats sur l'éventuelle reprise du personnel.

Sur cette question, l'action de l'acheteur se limitera à celle d'aimable compositeur entre les parties.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- ✱ Le présent Règlement de consultation (R.C.) et ses deux annexes « Dématérialisation » et « Données sur l'éventuelle reprise du personnel »
- ✱ L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe co-traitance, un par lot
- ✱ Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), commun à l'ensemble des lots,
- ✱ Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), commun à l'ensemble des lots et ses annexes
- ✱ Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) (deux pour le lot n°2), propre à chaque lot,
- ✱ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F), une par lot

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française exprimées en EUROS.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années
Matériel, outillage et équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché public
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe co-traitance , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
L'Annexe « Données de la collectivité » , dûment complétée (<u>sans que cela constitue une obligation</u> , cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire au plus tard avant le démarrage du contrat)
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) et le Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) (deux pour le lot n°2) , dûment complétés (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) , dûment complétée <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
Un mémoire technique et environnementale précisant exhaustivement : <ul style="list-style-type: none">• les moyens humains (interlocuteur dédié / nombre ETP) et matériels que le candidat entend affecter à la réalisation des prestations• la méthodologie/procédure d'intervention que le candidat se propose d'adopter pour la réalisation des prestations et notamment les différentes techniques employées en traitement curatif et préventif et l'éventail des techniques en fonction à la fois des types de supports, des consistances des tags, graffitis ou affiches et des objectifs qualitatifs recherchés, en tenant compte de la préservation des supports• Les moyens que le candidat projette de mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la santé des agents/ usagers sur le site et garantir la continuité du service• La procédure de communication avec le donneur d'ordre que le candidat entend adopter, notamment pour ce qui a trait à la transmission des rapports/compte-rendu• Les peintures et solvants que le candidat entend employer, ainsi que les additifs utilisés pour le nettoyage haute pression (indiquer leurs caractéristiques et si biodégradables)• Le dispositif que le candidat se propose d'adopter afin de lutter au maximum contre la pollution atmosphérique• Les mesures qu'il entend prendre afin de limiter l'impact environnemental (proposition de véhicules et matériels à faibles émissions de CO2, optimisation des circuits, ...)• Les actions que le candidat entend mettre en place pour limiter les consommations d'eau dans le cadre de la réalisation des prestations (valorisation des eaux pluviales, recyclage des eaux de lavage des matériels...)• Les mesures qu'il propose dans le cadre de la gestion et réduction des déchets

Remarque : Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient sur 100
PRIX	40
Prix global et forfaitaire annuel (tel qu'il figure à l'article 2 de l'Acte d'engagement)	25
Partie à prix unitaires (sur la base pour le lot n°1 du D.Q.E., et pour le lot n°2, sur la base de l'addition des deux D.Q.E.)	15
VALEUR TECHNIQUE	45
Pertinence des moyens humains (interlocuteur dédié / nombre ETP) et matériels que le candidat entend affecter à la réalisation des prestations	20
Pertinence de la méthodologie/procédure d'intervention proposée pour la réalisation des prestations et notamment les différentes techniques employées en traitement curatif et préventif et l'éventail des techniques en fonction à la fois des types de supports, des consistances des tags, graffitis ou affiches et des objectifs qualitatifs recherchés, en tenant compte de la préservation des supports	15
Pertinence des moyens que le candidat entend mettre en oeuvre pour assurer la sécurité et la santé des agents/usagers sur le site et garantir la continuité du service	5
Pertinence de procédure de communication avec le donneur d'ordre que le candidat entend adopter, notamment pour ce qui a trait à la transmission des rapports/compte-rendu	5
PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE	15
Niveau de performance et de « biodégradabilité » des peintures et solvants proposés ainsi que des additifs utilisés pour le nettoyage haute pression	3
Pertinence du dispositif proposé afin de lutter au maximum contre la pollution atmosphérique	3
Pertinence des mesures visant à limiter l'impact environnemental notamment par la proposition de véhicules et matériels à faibles émissions de CO ₂ , l'optimisation des circuits...	3
Performance des actions mises en place pour limiter les consommations d'eau dans le cadre de la réalisation des prestations (valorisation des eaux pluviales, recyclage des eaux de lavage des matériels...)	3
Pertinence des mesures proposées dans le cadre de la gestion et réduction des déchets	3

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R. 2143-6 et R. 2143-10 du code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 et suivants du code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt
contact.marches@nantesmetropole.fr